

POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE... ET SOCIALE

PSA, Volkswagen, Ford... tous suppriment des emplois par milliers, ferment des usines. Il paraît que le secteur automobile connaît la crise. Sans blague ! Les profits sont énormes et les actionnaires encaissent des dividendes records. Et la production automobile mondiale reste stable. Elle est où leur crise ?

Le diesel ? La voiture électrique ? Voilà le prétexte pour s'attaquer encore aux salarié.e.s.

Ce serait donc la transition écologique qui leur poserait problème ? Mais en quoi ?

Bien sûr qu'il faut protéger l'environnement (il y a même urgence !) qu'il faut modifier les véhicules et la manière de produire. Mais rien n'empêche de préserver les emplois, d'en assurer la reconversion. Et rien n'empêcherait de préserver les conditions sociales ... à part l'égoïsme et la rapacité des capitalistes.

ET HOP, VOICI L'ACTE 20

Même si le mouvement Gilet Jaune ne réussit pas à se renforcer, le fait est qu'il tient étonnamment dans le temps. Voici la 20^{ème} manifestation et plus de 4 mois de mobilisation.

La colère contre les injustices sociales est bien profonde. Des dizaines de milliers l'expriment dans la rue mais ce sont des millions de gens qui en sont solidaires.

En face, il y a un pouvoir autoritaire qui répond par une répression brutale, policière et judiciaire, qui remet en cause clairement le droit de manifester. Le gouvernement est pris dans un engrenage de violence.

L'issue c'est forcément une réponse politique à l'urgence sociale, à la pauvreté grandissante, aux souffrances et aux difficultés de vivre d'une bonne partie de la population.

Il est évident que les fermetures d'usines (dont la nôtre), le démantèlement des services publics qui continue, les futures attaques contre les retraites, contre la sécurité sociale, vont entraîner de nouveaux reculs du niveau de vie.

Alors la CGT-Ford appelle à manifester ce samedi 30 mars à 14h place de la Bourse à Bordeaux. Notre force c'est la solidarité et le nombre.

EN CAMPAGNE

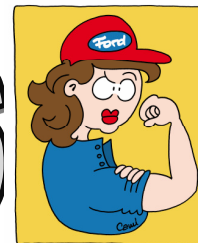
Contre l'avis de tout le monde, la direction a voulu absolument des élections professionnelles qui auront lieu le jeudi 11 avril. La CGT présentera ses listes et appelle tout logiquement à voter pour elles en prévision des futures batailles concernant la défense de nos intérêts.



n° 430-52 (28 mars 2019) - Cgt-Ford

Bonnes nouvelles

MÊME PAS MORT !



journal de la lutte pour sauver l'usine et nos emplois

Le PSE est homologué par l'État mais cela ne signifie pas que tout est perdu ou fichu, cela ne signifie pas non plus que nous devons laisser Ford tranquillement préparer la liquidation de l'usine et de nos emplois !

On sait maintenant que la production s'achève le 1^{er} août et que dans la foulée nous aurons les plus « grandes vacances » d'été de l'histoire. Il n'est même pas prévu que nous revenions, à part pour les formalités de préretraites et de licenciements.

Et c'est ainsi que cela devrait se terminer ? Sans bruit, sans colère ? Même les médias ne se soucient plus de cette usine (ou des autres d'ailleurs), des emplois perdus ou de l'avenir précaire de la plupart des 853 d'entre nous.

Certes nous avons pris des coups et subi des défaites depuis un moment. Mais nous tenons à répondre, à contester, en justice, pour la réindustrialisation, pour une prime exceptionnelle, pour nous, pour notre dignité. Résistons encore !

À QUAND LES NAO ?

Avril arrive et la direction n'a toujours pas donné de date pour les réunions NAO. Elle ne semble pas pressée de parler argent avec nous.

Il est vrai que nous avons déjà annoncé une mobilisation pour une prime exceptionnelle dès la 1^{ère} réunion. Donc on attend. Et nous espérons être nombreux au rendez-vous.



FORD DOIT PARTAGER ET DOIT PAYER

Depuis le début, notre bataille de fond c'est la défense des emplois pour toutes et tous, parce que c'est notre salaire qui nous fait vivre sur la durée et certainement pas une prime de licenciement.

Cette bataille continue aujourd'hui bien sûr au travers des réunions pour la réindustrialisation du site. Mais cela ne nous empêche pas d'exiger de Ford, en plus du PSE qui est largement insuffisant, une prime exceptionnelle à la hauteur des bénéfices (7 milliards de dollars, on le rappelle).

C'est une question de justice et de démocratie aussi puisque nous sommes officiellement des collaborateurs. Pourquoi n'aurions-nous pas le droit de « profiter » des richesses de la multinationale, des richesses produites par qui ? Et bien par nous les salarié.e.s qui sommes en train d'être viré.e.s.

Pourquoi les règles seraient-elles toujours fixées par une poi-

FORD DOIT PARTAGER ET PAYER



gnée de profiteurs ?

Une pétition à l'initiative des collègues du TTH a circulé dans l'usine : elle a été signée par près de 300 salarié.e.s qui exigent ainsi 200 000 euros (au total) pour partir dans des conditions correctes.

Ford veut en permanence nous faire taire, nous plier à ses conditions, nous faire culpabiliser en faisant croire qu'on coûte cher, que c'est la crise, que nous n'avons pas à nous plaindre, limite il faudrait remercier Ford, la direction de tout le bien qu'ils nous ont fait.

Sauf qu'ils se foutent de nous. Les dirigeants qui partent avec près de 500 000 euros, nous font partir avec 10 fois moins.

Alors à nous d'aller chercher ce qu'ils nous doivent. Dans les semaines qui viennent, avec les NAO, ce sera l'occasion de parler argent et dettes. Cette prime exceptionnelle est légitime !

TRISTESSE ENCORE

Au moment où nous écrivons ce « BN » nous apprenons le suicide d'Eric, un collègue qui travaillait à la maintenance. Nous tenions à exprimer ici notre grande tristesse.

Cette nouvelle est dramatique et rappelle que les temps difficiles que nous vivons font du dégât dans nos têtes, que cela a des conséquences.

En effet la perspective de perdre son emploi, d'être viré.e comme le fait Ford, la perspective de la galère des lendemains, peut-être le coup dur de plus et de trop.

C'est le 3^{ème} suicide de collègue en quelques mois à peine. Alors faisons attention à nous, soyons solidaires et serrons-nous les coudes.

SUITE SUR LE TERRAIN JUDICIAIRE

La CGT-Ford a décidé d'aller en justice pour attaquer Ford au Tribunal de Grande Instance de Bordeaux.

Nous déposeront 2 recours dès la semaine prochaine (début avril) :

1- La fermeture de l'usine et tous les licenciements n'ont aucune justification économique. Et dans le « Droit », s'il n'y a pas de motif économique alors il ne peut y avoir de licenciement économique.

2- Ford a refusé de vendre son usine à un repreneur, elle en a le droit. Mais nous considérons qu'elle a abusé de ce droit, sans étudier le projet, en n'aidant pas à ce que ce projet aboutisse. Ce qui est illégal.

C'est ce que nous voulons démontrer au tribunal dans les mois qui viennent.

Les délais en justice sont longs et nous ne savons évidemment pas quelle chance nous avons de gagner. Mais il est important d'utiliser tous les outils que nous avons pour défendre nos intérêts de salarié.e.s.

C'est ce qui est fait dans la plupart des cas de fermetures d'usines, de licenciements considérés comme abusifs. Derrière, évidemment au-delà de la question des emplois, il y a celle de la réparation du préjudice, des indemnités supplémentaires que nous pouvons obtenir par la suite en saisissant le tribunal des Prud'hommes.

La lutte est longue mais au moins elle doit continuer. On se doit de ne rien lâcher. Pour nous et pour tous les autres salariés victimes de licenciements injustes.

DISCUSSION SUR LA « RÉINDUSTRIALISATION »

Les réunions pour la réindustrialisation du site ont commencé. La première discussion porte sur l'accord qui doit être signé entre Ford et l'Etat concernant les conditions de départ de Ford.

Ford laisserait 20 millions d'euros (au lieu des 4 millions imposés par la loi), terrain-bâtiment (sans les utilités !) pour 1 euro mais pas avant 2021 ! Enfin Ford garderait les machines qui l'intéresserait, laissant les autres (généreusement).

Des conditions initiales qui ne nous satisfont pas :

1) Le terrain et bâtiment comprenant les Utilités doivent être disponibles au moins dès le 1^{er}

janvier 2020. Pour 1 euro, c'est quand même le minimum car Ford avait eu tout ça offert en 1971.

2) Il faut garder toutes les machines. C'est notre trésor ! Soit elles servent soit elles seront valeurs d'échange.

Nous avons discuté avec les pouvoirs publics qu'il fallait maintenant que Ford n'impose plus ses conditions. Ford s'en va, qu'ils assument. À nous, salarié.e.s et collectivités de décider de la suite, de reprendre ce qu'il faut pour réussir rapidement à réimplanter une activité industrielle et ainsi sauvegarder le plus d'emplois possible.